

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France

24 rue de la Stéarinerie
BP 150
CEDEX4
21000 Dijon

Références : 2025-355
Code AIOT : 0005401100

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2025 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France implanté 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La thématique principale de cette intervention porte sur la gestion des liquides inflammables. L'inspection s'appuie sur les prescriptions définies par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2009.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France

- 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005401100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine AMCOR de Dijon est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples complexes destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire. Cette activité comporte en particulier l'impression d'emballage par héliogravure. L'usine comporte également une activité de production de cylindres gravés pour l'impression par héliogravure, utilisés sur site et pour d'autres usines du groupe.

Le site emploie environ 138 personnes et est implanté en milieu urbain, rue de la Stéarinerie.

Le site est classé en rubrique 3670-2 de la nomenclature des installations classées et soumis au BREF et aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques. Dans ce cadre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 sont applicables à partir du 9 décembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	zonage interne à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	réservoirs	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	règle de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétention	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 7.4.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des liquides inflammables n'est pas correctement maîtrisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le 24/07/2025 le document nommé "analyse des risques chimiques" et le document nommé "analyse des risques chimiques Centre graphique" présentés lors de l'inspection.</p> <p>Les documents présentés datent de 2022 et ne précisent pas la localisation et la quantité des substances.</p> <p><u>Non conformité</u></p> <p>L'état des stocks n'est pas tenu à jour et ne présente pas la quantité et tous les éléments prévus par l'Arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra à jour un état des stocks en précisant la nature, l'état physique, la quantité et l'emplacement des substances et préparations dangereuses.</p> <p><u>Observation</u></p> <p>Cet état des matières stockées vise, entre autres, à rendre disponible la nature et les risques liés aux produits présents sur le site ainsi que leur localisation au sein de l'établissement, pour les services d'incendie et de secours (SDIS). L'inspection invite l'exploitant à reprendre les éléments à sa disposition afin d'établir un état des matières stockées pouvant utilement faire apparaître le nom du produit, et/ou le N° CAS, le conditionnement, la quantité, le risque et sa localisation. Cet état des stocks permet de donner des informations utiles pouvant facilement être mises à disposition des services de secours en cas d'accident.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : zonage interne à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, zonage interne à l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le 24/07/2025 les documents présentés lors de l'inspection.</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant le plan nommé "10023 Plan ETARE AMCOR FLEXIBLE DIJON" <p>Le plan est daté de 2017. Le plan présente les symboles de danger des produits chimiques en fonction de leur localisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant le plan nommé "Zonage ATEX" <p>Le plan est daté de 2007. Ce plan prend en compte exclusivement le zonage ATEX .</p> <p><u>Non conformité</u></p> <p>L'exploitant ne possède pas un unique plan reprenant l'ensemble des risques du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra et tiendra ce plan à jour en fonction de l'actualité du site.</p> <p>L'exploitant fournira un plan de son site à jour en précisant les zones à l'origine d'incendie, d'émanation toxique ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

Dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

Constats :

- **Concernant la zone Sun CHEMICAL**

L'exploitant entrepose son stock de préparation d'encre. La zone est équipée d'une rétention de 86,5 m³.

La quantité de stock, selon les commandes de l'exploitant, est de 11,5 tonnes.

- **Concernant la zone en cours sur machine**

L'exploitant dispose de rétention mobile. Un bidon de 25L de couleur est disposé sur chaque rétention mobile.

- **Concernant les cuves aériennes**

L'exploitant dispose de 5 cuves aériennes de 8 m³ sur une même rétention de 31,5 m³.

- **Concernant les cuves enterrées**

L'exploitant dispose de 4 cuves enterrées de liquide inflammable. Ces cuves sont en double enveloppe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : pour qu'une double enveloppe puisse répondre aux attendus d'une rétention, l'exploitant doit être en mesure de vérifier le bon état des rétentions et de veiller à ce que le volume de rétention reste disponible en permanence, par exemple via un système de détection de fuite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, réservoirs

Prescription contrôlée :

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 15 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 (pour les cuves enterrées) :

Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont conçus de sorte à garantir la sécurité de l'installation. Le respect des exigences applicables à la classe I ou II, à l'exception de toutes les autres classes, au sens des normes NF EN 13160-1 à 7 dans leur version en vigueur à la date de mise en service du système, est présumé satisfaire à cette exigence.

Les alarmes visuelles et sonores du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé par un organisme accrédité conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Constats :

- **Concernant la zone Sun CHEMICAL (stockage aérien)**

Au sein de la zone Sun CHEMICAL, il a été observé par sondage que les produits sont stockés sur

bac de rétention étanche.

Observation : au regard du nombre de produits présents, l'exploitant vérifiera que tous les récipients sont bien associés à une capacité de rétention suffisante (cf. mode de calcul fixé par l'article 7.4.3 de l'arrêté d'autorisation). Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur. Nb : le système de cloison étanche rabattable type "Pollu Gate" ne constitue pas un dispositif de rétention pour les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution puisqu'il n'est pas maintenu fermé en permanence ; il peut par contre contribuer à la capacité de rétention du site au titre de la collecte des eaux d'extinction sous réserve de son opérationnalité.

- **Concernant les cuves aériennes**

L'exploitant dispose de 5 cuves aériennes sur une même rétention de 31,5 m³. La rétention des cuves aériennes est craquelée. L'inspection s'interroge sur l'étanchéité de la rétention.

- **Concernant les cuves enterrées**

L'exploitant dispose de 4 cuves enterrées de liquide inflammable. Ces cuves sont en double enveloppe.

- cuve n°4 : 20m³ (80% acétate d'éthyle + 20% éthanol)
- cuve n°6 : 40m³ (acétate d'éthyle)
- cuve n°7 : 40m³ (acétate d'éthyle)
- cuve n°8 : 15m³ (éthanol)

Les cuves n°7 et n°8 sont reliées à un écran indiquant "fuite". Les cuves n°6 et n°4 ne sont pas reliées à ce même type d'écran.

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer l'efficacité de sa double enveloppe.

L'exploitant n'est pas en mesure de contrôler la double enveloppe de ces cuves.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le contrôle quinquennal par un organisme agréé ni de justifier le contrôle annuel par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°1 (cuve aériennes)

L'exploitant justifiera de l'étanchéité de la rétention ou procédera aux réparations de la rétention associée aux cuves aériennes.

Demande de justificatif n°2 (cuves enterrées)

L'exploitant s'assurera de l'efficacité de l'ensemble des doubles enveloppes et mettra en place une procédure pour vérifier l'efficacité des appareils.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : règle de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, règle de gestion des stockages en rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 4 cuves enterrées de liquide inflammable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cuve n°4 : 20m³ (80% acétate d'éthyle +20% éthanol) • cuve n°6 : 40m³ (acétate d'éthyle) • cuve n°7 : 40m³ (acétate d'éthyle) • cuve n°8 : 15m³ (éthanol).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de justificatif n°3 :</u></p> <p>L'exploitant justifiera que ces cuves enterrées sont placées en fosse maçonnée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois